

Intervention Jean-Marc DURAND
Conseil National PCF du 16 janvier 2012.

Nous entrons dans une nouvelle dynamique de la campagne, mais la crise aussi. Les difficultés s'aggravent pour les gens, les marchés et les banquiers obsédés par la rentabilité des capitaux et de leur rente, accentuent leur pression.

Et cette obsession met en lumière une question sur laquelle les communistes attirent depuis longtemps l'attention mais à propos de laquelle il faut faire plus encore : le besoin d'une relance de la croissance, une croissance saine et durable à partir de la création de richesses réelles et utiles et donc, la nécessité d'une autre utilisation de l'argent.

C'est si vrai que l'agence de notation Standard & Poors, elle-même, écrit dans l'argumentaire du rapport proposant la dégradation de la note AAA de la France que : « un processus basé sur le seul pilier de l'austérité risque d'aller à l'encontre du but recherché à mesure que la demande diminue... ».

Tout ce petit monde capitaliste a donc parfaitement conscience qu'y compris la reproduction du taux de profit, ne peut se faire indéfiniment en dehors de toute production de richesses réelles, c'est-à-dire en dehors de tout investissement dans l'appareil productif et surtout en dehors de l'intervention de l'homme et de la mobilisation de ses capacités.

Mais pour les marchés, le seul moyen envisageable pour atteindre cet objectif, est de conduire les salariés à accepter de nouveaux sacrifices : baisse des salaires, des garanties de protection sociale, dégradation des conditions d'emplois. En arrière-plan idéologique est le sempiternel et réactionnaire refrain de l'union sacrée.

Se manifeste de façon éclatante à cette occasion la contradiction du système qui caractérise d'ailleurs la profondeur de sa crise et exige de la part des communistes de porter des propositions pour un projet radical de construction alternative.

A sa manière, F. Hollande exprime la même contradiction avec ses propositions de suppression du quotient familial et de fusion de l'Impôt sur le Revenu et de la CSG. Il faut de nouvelles recettes fiscales mais il ne faut surtout pas toucher aux revenus des plus riches, des entreprises et du capital. Et en plus ces nouvelles recettes ne seraient destinées qu'à rembourser le déficit.

Pour mettre en phase la campagne électorale avec les nouvelles exigences politiques et sociales de la période, nous devons monter beaucoup plus haut la question d'une autre utilisation de l'argent ; c'est-à-dire : une autre politique du crédit par sa bonification, le rôle de l'Euro et de la BCE, une réforme de la fiscalité mais sans jouer au Monsieur Plus de la fiscalité. A titre de comparaison une réforme fiscale pourrait rapporter jusqu'à 200 Milliards d'Euros, mais la création monétaire c'est beaucoup plus. Par exemple 1700 milliards d'Euros créés au niveau européen lors de la crise des « subprimes ». On mesure les possibilités que ce levier de la création monétaire pourrait offrir en termes de réponses aux besoins sociaux et de développement des capacités humaines.

Et cette autre utilisation de l'argent serait pour l'emploi et les services publics avec de nouveaux critères de gestions et de nouveaux pouvoirs de décision pour les salariés.

S'agissant du crédit, une précision. Le 8 décembre dernier, la BCE a autorisé les banques centrales des divers pays membres de la zone euro à décider de leur politique du crédit. Une bonne occasion pour commencer par leur imposer d'utiliser ce dernier pour favoriser les investissements créateurs de bons emplois.